

Émancipation, Écllosion, Persécution. Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la Seconde Guerre mondiale.

Organisation : Université du Luxembourg, Projet de Recherche PARTIZIP

Date, Lieu : 26 / 27 octobre 2011, Esch-Alzette

Compte rendu : Renée Wagener, Université du Luxembourg

Approfondir la recherche sur l'histoire juive au Luxembourg, notamment de l'histoire de la communauté, de la judaïté ainsi que de l'antisémitisme au Luxembourg et dans la Grande Région : tel était l'objectif du colloque « Émancipation, Écllosion, Persécution - Le développement de la communauté juive luxembourgeoise de la Révolution française à la Seconde Guerre mondiale » qui a eu lieu à Esch-Alzette (Luxembourg) récemment. Le projet de recherche PARTIZIP de l'Université du Luxembourg, s'étant donné comme mission d'explorer la place de certains groupes de la société luxembourgeoise – notamment la minorité juive – dans la construction nationale du grand-duché, a voulu explorer lors de cette manifestation le processus de participation de la communauté juive de la Révolution française à la 2^e Guerre mondiale. La place que la communauté juive a trouvée dans la société luxembourgeoise au fil de l'histoire mouvementée du Luxembourg moderne est ainsi considérée comme indicateur de l'état de démocratisation de la société luxembourgeoise.

Le colloque, organisé avec le soutien de la Communauté israélite d'Esch-Alzette, se voulait un espace d'échanges entre chercheurs et chercheuses du monde académique et l'historiographie locale voire issue de la communauté juive. À côté de la présentation de nouveaux résultats de recherche, cette rencontre était également un moment de réflexion sur des aspects encore peu explorés de l'histoire de la communauté juive dans le contexte politique et sociétal luxembourgeois.

Les grands sujets du colloque étaient l'émancipation de la minorité juive luxembourgeoise et ses conséquences pour le statut juridique et social des personnes juives, l'écllosion des communautés juives locales, l'apparition de l'antisémitisme ainsi que la persécution avant et pendant la 2^e Guerre mondiale.

Panel 1 : « Émancipation et participation ». *Le premier panel traitait des questions de la participation politique et de l'intégration dans la vie sociétale, mais aussi de la reconnaissance de la communauté religieuse et du rôle des femmes dans la judaïté luxembourgeoise.*

Dans sa conférence d'ouverture du colloque sur « L'idéologie consistoriale au 19^e siècle », le professeur JEAN-PHILIPPE SCHREIBER de l'Université libre de Bruxelles (ULB) a posé la question si en matière de judaïsme émancipé, il faut parler d'échec ou de réussite. Partant du constat que la doctrine du Grand Sanhédrin de Napoléon a forgé et structuré l'idéologie consistoriale au 19^e siècle, il s'est penché sur la question pourquoi cette idéologie, qui intégrait le principe de l'égalité entre citoyens non-juifs et juifs, n'est pas parvenue à étouffer le particularisme identitaire des juifs, ni leurs allégeances ethno-religieuses.

DENIS SCUTO, enseignant-chercheur à l'Université du Luxembourg, a analysé l'attitude des pouvoirs publics luxembourgeois à l'égard de la communauté juive étudiée à travers les dossiers individuels de naturalisation (19^e-20^e siècle). L'apparente non-discrimination des juifs souligne selon lui que la bourgeoisie libérale détient au 19^e siècle et au début du 20^e siècle un pouvoir qui n'est concurrencé par aucune autre force politique, et que les agents de l'Etat agissent dans un esprit de tolérance et d'égalité de traitement qui contraste avec l'antisémitisme catholique de certains conseils communaux.

La journaliste CLAUDE WOLF a ensuite jeté un regard critique sur le rôle des femmes dans la religion juive, notamment au Luxembourg. A côté de l'accès des femmes aux postes de responsabilité dans le système consistorial et religieux, l'éducation des filles, la tenue vestimentaire, la transmission des rites religieux, la sexualité étaient au centre de ses réflexions.

RENÉE WAGENER, collaboratrice scientifique au projet PARTIZIP, a enchaîné avec une contribution sur le rôle de l'école publique dans la participation sociétale des personnes juives au 19^e siècle. Elle a montré comment la communauté juive luxembourgeoise a préféré, après quelques années d'hésitation, l'intégration dans l'enseignement public à une école juive séparée, montrant même, pour l'enseignement secondaire, une surreprésentation de garçons juifs par rapport au poids de la communauté dans la société luxembourgeoise.

Panel 2 : « Éclosion ». *Ce panel rassemblait les aspects démographiques, le développement des communautés locales, le rôle de la migration et des contacts internationaux de la communauté.*

DANIEL THILMAN, enseignant d'histoire dans l'enseignement secondaire, a présenté un projet de micro-histoire comparative en retraçant la présence juive dans les localités adjacentes de Mondorf-les-Bains (Luxembourg) et de Mondorff (France), des origines à 1953. Richement illustrée, cette présentation a montré notamment l'attraction de la station thermale pour les curistes de croyance juive et ses effets sur l'hôtellerie locale, mais également son rôle en tant que première station d'exil des personnes fuyant l'Allemagne nazie dans les années 1930.

ANTOINETTE REUTER, également enseignante d'histoire et co-fondatrice du Centre de Documentation sur les Migrations humaines, s'est penchée sur l'histoire locale de Dudelange. Elle a analysé les changements dans la structure sociologique des familles qui sont venues s'installer dans la ville frontalière ainsi que les modalités d'insertion offertes dans la société locale majoritaire, opportunités qui évoluaient sensiblement entre 1840 et 1940.

Panel 3 : « Antisémisme et rejet ». *Le troisième panel s'est concentré sur l'antisémisme dans la société luxembourgeoise ainsi que sur son impact sur d'autres développements sociétaux. Dans ce contexte, a également été analysé le rôle du sionisme au Luxembourg par rapport à l'identité juive luxembourgeoise. D'autres aspects ont porté sur l'exclusion et la discrimination juive ainsi que sur la fuite et l'exil de personnes juives dans la phase d'avant-guerre.*

THORSTEN FUCHSHUBER, collaborateur scientifique au sein du projet PARTIZIP, est entré en la matière avec une présentation de la critique de l'antisémisme dans les sciences sociales. En se basant notamment sur les écrits de Horkheimer et d'Adorno, il a décrit l'antisémisme comme indicateur de l'échec du projet des Lumières.

Le journaliste LAURENT MOYSE a ensuite montré que la composante politique du sionisme, qui s'est développée dans la seconde moitié du 19^e siècle en Europe, n'a atteint le Luxembourg que timidement dans les années 1920, pour trouver un essor remarqué dans la décennie suivante. Il a esquissé l'essor du sionisme au Luxembourg, qui prit surtout racine chez les Juifs réfugiés originaires d'Europe de l'Est ou d'Allemagne, jusqu'à l'arrêt brutal du mouvement en 1940 avec l'occupation du Luxembourg par l'Allemagne nazie.

MARC GLODEN, historien-chercheur au Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance (CDRR), a décrit l'immigration des réfugiés juifs au Grand-Duché des années 1930 et la politique du gouvernement luxembourgeois face à ce phénomène. Le but de cette politique, dominée par les intérêts nationaux aux dépens de considérations éthiques, était de contrôler les flux migratoires à destination du Luxembourg. Dans le contexte international

d'un durcissement des politiques d'immigration, la participation des socialistes au gouvernement à partir de 1937, malgré une pratique administrative moins sévère, ne marquait pas un tournant décisif dans l'attitude des responsables politiques.

Panel 4 : « Persécution ». *Le dernier panel du colloque concernait la participation luxembourgeoise à la persécution pendant la 2e Guerre mondiale, la déportation des membres de la communauté juive ainsi que l'antisémitisme après 1945.*

Ce fut d'abord le jeune chercheur VINCENT ARTUSO qui analysait la participation de luxembourgeois, et notamment des services encore en place de l'administration luxembourgeoise, à la persécution des juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Après la suppression de la Commission administrative, des Luxembourgeois collaborèrent avec l'*Abteilung IV A* de l'administration civile allemande, alors que d'autres participèrent, en tant que membres de la police auxiliaire, aux massacres des populations juives dans les territoires occupés de l'Est.

PAUL DOSTERT, Directeur du CDRR, a ensuite décrit les sept convois de déportation de Juifs, qui sont partis du territoire luxembourgeois vers les ghettos, camps de concentration et d'extermination de l'est entre 1941 et 1943. Il s'est notamment penché sur la question si les ordres pour organiser les différents convois de déportation avaient des origines centrales (berlinoises) ou plutôt locales ou régionales, et a discuté le rôle joué par le consistoire de l'époque.

Le dernier orateur, l'ancien enseignant ALAIN MEYER, a exploré les modalités d'expression de l'antisémitisme après la Seconde Guerre Mondiale au Luxembourg. Associant des relevés tenus par la communauté juive des actes antisémites au Luxembourg, des exemples d'expressions antisémites dans les médias luxembourgeois et ses expériences personnelles en tant que juif dans la société luxembourgeoise, il a brossé le tableau d'un néo-antisémitisme reprenant les archétypes de l'antisémitisme classique.

Les **débats** animés par les discutants des quatre panels - le professeur Michel Pauly, le professeur Jean-Philippe Schreiber, l'enseignant d'histoire Lucien Blau et l'assistant-professeur Benoît Majerus - ont touché essentiellement aux thèmes suivants :

- les questions scientifiques qui se posent autour de l'identité juive ;
- le positionnement de la communauté juive luxembourgeoise dans les courants religieux judaïques, et notamment ses implications pour le rôle des femmes dans la communauté ;
- le développement d'un tourisme thermal juif vers le Luxembourg à partir de la fin du 19^e siècle et le rayonnement du domaine thermal de Mondorf-les-Bains ;
- la double exclusion des nombreuses personnes juives qui ne détenaient pas la nationalité luxembourgeoise ; les mesures de plus en plus restrictives de l'Etat luxembourgeois en matière de naturalisation dans les années d'entre-deux-guerres se croisaient avec la montée de la xénophobie et de l'antisémitisme au Luxembourg et renforçaient ces phénomènes, avec des conséquences même dans la politique des réparations de l'après-guerre ;
- dans ce contexte, la question si l'antisémitisme luxembourgeois se diluait dans un phénomène plus général de xénophobie ou doit être compris comme phénomène spécifique ;
- le rôle de l'antisémitisme dans le modèle d'Etat corporatiste propagé par le catholicisme de droite et repris par certains mouvements de résistance de droite ;
- le manque d'intérêt des mouvements de résistance concernant la persécution des personnes juives ;

- l'analyse philosophique du rôle de l'antisémitisme comme phénomène de société ;
- la collaboration administrative de Luxembourgeois et le poids de leur rôle pour les occupants dans le système nazi, notamment dans la persécution des personnes juives ;
- le rôle difficile du « Ältestenrat der Juden » devant la politique d'extermination nazie ;
- la période d'après-guerre, avec la politique des dédommagements, la disparition de l'antisémitisme dans l'église catholique et dans les médias ;
- la montée d'un antisémitisme de gauche.

Une **table ronde de clôture** a synthétisé les résultats de recherche présentés lors du colloque. Cet échange au sein de la communauté scientifique était l'occasion de mettre au clair les desiderata les plus importants de l'histoire de la judéité luxembourgeoise et de ses liens avec le *nation building* luxembourgeois.

Jean-Philippe Schreiber a cité parmi l'inventaire des questions qui méritent des éclairages nouveaux les représentations des juifs dans la production culturelle luxembourgeoise, les changements identitaires des juifs provoqués par la guerre de 1867 et la 2e Guerre mondiale, ainsi que les juifs comme figure de l'altérité religieuse et sociale dans la société luxembourgeoise (xénophobie vis-à-vis de juifs étrangers, le juif comme concurrent économique, signes d'antisémitisme dans le monde syndical vis-à-vis de patrons juifs...). Antoinette Reuter y a ajouté le rôle de l'école dans la transmission de l'antisémitisme et des créneaux dans l'enseignement public qui ont permis la continuité de ces clichés. Plus généralement, Thorsten Fuchshuber a insisté sur la nécessité d'un monitoring des faits d'antisémitisme, qu'ils se situent dans le passé ou le présent.

Sur la question pourquoi l'histoire du judaïsme, et notamment le phénomène de l'antisémitisme a été relativement peu exploré au Luxembourg, Antoinette Reuter a souligné que beaucoup de tabous - notamment sur l'antisémitisme de la presse catholique avant la 2^e Guerre mondiale - ne se sont dissipés que dans les dernières années. Alain Meyer aussi bien qu'Antoinette Reuter ont relevé l'atmosphère « explosive, frisant l'affrontement physique » lors de conférences sur les responsabilités de la société luxembourgeoise dans la Shoah tenues par le journaliste Paul Cerf dans les années 1980.

Concernant l'évolution de l'attitude de l'église catholique dans l'après-guerre, Alain Meyer a rendu attentif sur l'importance de personnages comme le grand-rabbin Emmanuel Bulz, l'évêque Jean Hengen et le vicaire général Mathias Schiltz qui ont selon lui contribué, dans le prolongement de Vatican II, à améliorer le dialogue entre les deux cultes.

Laurent Moysse pour sa part a rendu attentif sur le fait que dans l'après-guerre, lorsque les membres de la communauté juive sont retournés au Luxembourg, ils avaient d'autres priorités au niveau individuel et social, notamment de reconstruire une vie communautaire. La distanciation vis-à-vis de l'expérience de la Shoah était un processus de longue haleine.

Thorsten Fuchshuber et Jean-Philippe Schreiber étaient d'accord pour constater que dans les pays avoisinants, une recherche historique plus systématique ne s'est également développée qu'à partir des années 1980. Pour eux, l'importance d'une telle recherche ne se situe cependant pas seulement dans la connaissance du judaïsme en soi, mais également en tant qu'indicateur du développement social et culturel d'une société - notamment de la société luxembourgeoise. Avec Antoinette Reuter, Laurent Moysse a souligné qu'au niveau local, la recherche historique a d'ailleurs été très fructueuse dans les dernières décennies. Dans le contexte de la linguistique historique, un membre de l'auditoire a ainsi rendu attentif sur le fait qu'un travail a déjà été fait sur les racines juives de certains mots luxembourgeois.

Pour Antoinette Reuter, l'apport nouveau de l'université peut aider dans l'organisation de la discussion et de l'échange entre les personnes qui travaillent sur le judaïsme et l'antisémitisme.

Mais le manque d'études sur l'antisémitisme ne renvoie-t-il pas à une tabouisation existante dans la société luxembourgeoise ? Regrettant qu'il n'existe pas de corpus sur les faits d'antisémitisme au Luxembourg, Alain Meyer a relevé que le cas Biermann[1], est le premier au Luxembourg où le Consistoire réagit de façon officielle par rapport à des clichés antisémites. Pourtant ils sont apparus maintes fois dans différents médias, à différentes époques. Et le participant d'insister que la communauté juive pour sa part s'est longtemps retenue de prendre position voire de pousser à des études sur les causes de tels propos. Il a également déploré que finalement, il n'y ait eu que très peu de prises de position officielles par rapport au procès évoqué. Thorsten Fuchshuber a fait valoir que s'il y avait un institut compétent, la communauté juive ne serait pas obligée de réagir de ses propres moyens contre des faits d'antisémitisme. Selon lui, des personnes comme Mme Biermann ne devraient pas être accusée seulement dans la cour de justice mais aussi dans la société.

Les discussions ont débouché sur les perspectives d'une institutionnalisation de la recherche historiographique sur le judaïsme. Les spécialistes réunis à la table étaient unanimes pour insister qu'une structure permanente, tel qu'un institut de recherche propre à l'histoire du judaïsme, n'est pas une condition indispensable pour une systématisation de la recherche. D'ailleurs, a souligné Jean-Philippe Schreiber, il faut tenter de sortir de la spécialisation et d'une sorte d'ethnicisation de la recherche sur le judaïsme - ce qui importe est l'intégration du sujet dans le cadre de l'historiographie générale et l'interaction entre ces deux éléments.

En guise de conclusion, Renée Wagener a retenu que, comme l'a montré le colloque, les travaux universitaires sur le judaïsme ne partent pas à zéro, mais peuvent se baser sur la recherche initiale qui a déjà menée depuis quelques décennies au niveau local. Ces activités fructueuses sont un argument parmi d'autres pour les chercheurs et chercheuses de l'Université de ne pas se retirer dans une tour d'ivoire, mais de garder le contact avec les « gens du terrain ».

[1] Voir à ce sujet: <http://www.justice.public.lu/fr/actualites/2011/03/arret-affaire-biermann/index.html>

Programme

Panel 1 : Émancipation et participation

Scuto, Denis : L'attitude des pouvoirs publics luxembourgeois à l'égard de la communauté juive étudiée à travers les dossiers individuels de naturalisation (XIXe-XXe siècle)

Wolf, Claude : Le rôle des femmes dans la religion juive. Regards particuliers sur les pratiques au Luxembourg.

Wagener, Renée : Le rôle de l'école publique dans la participation sociétale des membres de la communauté juive au XIXe siècle

Conférence d'ouverture : Schreiber, Jean-Philippe (Bruxelles) : L'idéologie consistoriale au XIXe siècle. L'empreinte du Grand Sanhédrin de Napoléon.

Panel 2 : Éclosion

Thilman, Daniel : La présence juive à Mondorf-les-Bains et à Mondorff, des origines à 1953

Reuter, Antoinette : Présence juive à Dudelange des origines à 1940

Panel 3 : Antisémitisme et rejet

Fuchshuber, Thorsten : Die Kritik des Antisemitismus in der historischen Sozialforschung

Moyse, Laurent : L'éclosion du sionisme au Luxembourg

Gloden, Marc : L'immigration contrôlée des réfugiés juifs au Grand-Duché des années trente

Panel 4 : Persécution

Artuso, Vincent : La participation de Luxembourgeois à la persécution des juifs durant la Seconde Guerre mondiale

Dostert, Paul : Les sept convois de déportation de Juifs à partir du territoire luxembourgeois (1941-1943)

Meyer, Alain : Les modalités d'expression de l'antisémitisme après la Seconde Guerre Mondiale au Luxembourg

Table ronde de synthèse : Perspectives de l'historiographie sur le judaïsme au Luxembourg et dans la Grande-Région. Avec Jean-Philippe Schreiber, Laurent Moyse, Antoinette Reuter, Renée Wagener.